



Il y a dix ans, les Lausannois avaient refusé un local d'injection à 54,6%, après une campagne virulente. (KEYSTONE/ YOSHIKO KUSANO)

## Vers la fin de l'exception vaudoise face aux drogues

**STUPÉFIANTS** Trente ans après l'ouverture du premier lieu d'accueil pour toxicomanes avec salle d'injection à Berne, les élus lausannois sont prêts à voir s'ouvrir un «espace de consommation sécurisée»

CÉLINE ZÜND

🐦 @celinezund

Lausanne, seule grande ville en Suisse sans local d'injection, semble prête à sortir de ce «statut d'exception». Le parlement communal a accepté mardi à une large majorité l'idée d'ouvrir un «espace de consommation de drogue sécurisée». Ce projet, porté par la municipalité, est contesté par une partie de la droite (UDC, Parti libéral conservateur et une minorité du PLR), prête à récolter les 8000 signatures nécessaires au lancement d'un référendum, quitte à réveiller de vieux démons. Il y a dix ans, les Lausannois avaient refusé un tel local à

54,6%, après une campagne virulente. Les partisans d'une posture morale en faveur de l'abstinence, qui voyaient derrière la création d'un local d'injection une dérive de «l'Etat dealer», l'emportaient sur les adeptes d'une approche pragmatique. Mais entre-temps, les fronts ont évolué: le PLR, autrefois opposé à l'ouverture d'un local d'injection, a changé de camp.

En 2012, des habitants du quartier de Riant-Mont déposaient une pétition pour dénoncer un «shootoir à ciel ouvert». A Lausanne, les opérations policières contre les dealers n'ont pas fait disparaître la drogue de l'espace public. Ce constat et surtout les expériences menées ailleurs ont fait basculer les opinions. «Ce n'est pas une solution miracle, mais les villes qui ont mis en place ces espaces se trouvent dans une situation moins problématique que Lau-

sanne, où l'on voit des scènes ouvertes de la drogue», souligne Florence Bettschart-Narbel. La présidente du PLR lausannois a rendu visite à l'espace Quai 9 à Genève, avec une délégation de conseillers communaux chargés de plancher sur ce projet. «Ils nous ont expliqué avoir connu quelques tensions dans le quartier au début, mais elles se sont résorbées depuis.»

### Ancrage alémanique

En Suisse alémanique, les centres d'accueil avec salle d'injection sont si ancrés dans les mœurs qu'ils ne font plus parler d'eux. Le premier local d'injection de Suisse (et du monde) s'ouvrait en 1986 à Berne. Carl Müller a commencé à y travailler comme assistant social en 1990, il est devenu entre-temps vice-président de Contact, fondation qui supervise les espaces d'accueil dans le canton: «Mais nous avons tou-



jours besoin des locaux pour les mêmes raisons: éviter la consommation dans l'espace public et réduire les risques sanitaires liés à l'usage de drogues dures.»

Entre 100 et 200 toxicomanes passent chaque jour dans l'espace d'accueil de la Hodlerstrasse, encadré par plusieurs infirmières et assistants sociaux. Un chiffre stable depuis une décennie. «Au début, nous avions une vingtaine d'overdoses par semaine dans le local d'injection. Aujourd'hui, nous maîtrisons beaucoup mieux le conseil auprès des toxicomanes: on compte encore une ou deux overdoses par semaine», explique Carl Müller. La moyenne d'âge des visiteurs du centre est passée de 25-30 ans à 40 ans. Signe que la mortalité a baissé parmi les toxicomanes. Le Röstigraben dans la politique en matière de drogue tend-il à disparaître? «La Suisse romande a toujours été plus restrictive que la Suisse alémanique, estime-t-il. Dans les régions francophones, on aide les toxicomanes, mais seulement s'ils veulent arrêter de consommer. Pourtant si on regarde l'histoire de l'humanité, supprimer l'usage de drogues n'est pas un objectif réaliste.»

Surtout, les villes romandes n'ont pas connu la même urgence que les cités alémaniques, confrontées dans les années 1980 aux scènes ouvertes de la drogue: «Ce n'est pas parce qu'il n'y avait pas de toxicomanes en Suisse romande. Mais ils venaient se droguer à Berne», dit Carl Müller. Au cœur du débat autour de l'ouverture des premiers locaux d'injection: les arguments en faveur de

l'ordre public. Lorsque Genève ouvre le Quai 9 en 2002, le fléau du sida est passé par là, ce sont les considérations sanitaires qui dominent les discussions. L'ouverture de tels espaces ne va pas sans remous. Mais les bénéfices surpassent les coûts: réduction drastique des infections au VIH via échange de seringues, tranquillisation de l'espace public.

### «Lausanne au diapason du reste du monde»

Les locaux d'injection s'inscrivent dans la politique des quatre piliers adoptée par le Conseil fédéral au début des années 1990. Entre-temps, la Suisse a perdu son statut d'exception en matière de gestion des risques. Un espace de consommation a été inauguré à Paris en 2016, à Strasbourg en avril dernier. Les deux premiers «centres d'injection supervisés» du Québec devraient voir le jour à Montréal prochainement. Des réflexions ont cours à Bruxelles, Dublin, New York. «Ouvrir un espace de consommation n'a rien d'anachronique, au contraire, cela n'a jamais été aussi actuel. Lausanne se met au diapason du reste du monde», souligne Jean-Felix Savary, du Groupement romand d'étude des addictions (GREA). Car la consommation de drogue, si elle a changé de nature, est loin d'avoir reculé dans le monde: «Aux Etats-Unis, il y a eu 52 000 décès par overdose l'an dernier. L'abus d'opioïdes est devenu la première cause de mortalité chez les hommes blancs, avant les accidents de la route.» ■